



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Situation de l'emploi

Question au Gouvernement n° 4206

Texte de la question

SITUATION DE L'EMPLOI

M. le président. La parole est à M. Thibault Bazin.

M. Thibault Bazin. Monsieur le Premier ministre, lors de la récente campagne électorale, j'ai été frappé par la volonté de beaucoup de nos concitoyens de voir enfin revalorisée la valeur travail.

Je souhaite vous relayer aujourd'hui leur attente légitime. En effet, beaucoup d'entre eux vivent mal le fait de travailler pour un salaire peu gratifiant alors qu'ils sont parfois entourés d'allocataires qui pourraient travailler.

M. Jean-Paul Lecoq. Depuis le temps qu'on vous le dit !

M. Thibault Bazin. De même, j'ai rencontré des retraités vivant difficilement de leur petite retraite alors qu'ils ont travaillé toute leur vie. Cela suscite un profond sentiment d'injustice.

M. Jean-Paul Lecoq. Et quand vous étiez au pouvoir ?

M. Thibault Bazin. J'ai rencontré aussi dans ma circonscription de nombreux chefs d'entreprise qui aimeraient embaucher et qui ne trouvent pas de personnes à employer.

M. Stéphane Peu. Des noms, camarade Bazin !

M. Thibault Bazin. Certains ont fait des investissements lourds qu'ils ne peuvent optimiser faute de main d'œuvre. Ils pourraient produire davantage en France mais ils manquent de candidats au travail. C'est fortement dommageable.

Notre pays souffre donc d'un déphasage entre le nombre de chômeurs qui reste trop important et ces milliers d'emplois qui ne sont pas pourvus. Ce phénomène n'est pas inédit, mais il semble s'aggraver.

M. Jean-Luc Reitzer. Absolument !

M. Thibault Bazin. Et nos concitoyens ne voient pas d'amélioration à cette situation. Le candidat Macron avait soi-disant fait de la valeur travail un de ses thèmes favoris, lors de sa campagne et après la crise des Gilets jaunes.

M. Sylvain Maillard. C'est vrai !

M. Pierre Cordier. On voit les résultats !

M. Thibault Bazin. Mais les résultats ne sont pas là. Je suis persuadé que cet échec participe à la désillusion de nos concitoyens qui se sont massivement abstenus.

M. Sylvain Maillard. C'est faux !

M. Thibault Bazin. Monsieur le Premier ministre, que fait le Gouvernement...

M. Jean-Paul Lecoq. Et que fait le MEDEF ?

M. Thibault Bazin. ...pour assurer une meilleure reconnaissance à ceux qui acceptent de se lever tôt ?
(*Approbations sur les bancs du groupe LR. – Protestations sur plusieurs bancs du groupe LaREM.*)

Que fait le Gouvernement pour inciter vraiment, les bénéficiaires du RSA qui le peuvent à trouver et accepter un emploi ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe LR.*)

M. le président. La parole est à Mme la ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion.

Mme Élisabeth Borne, ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion. Je vous le confirme, l'émancipation par le travail est au cœur du projet du Président de la République et de l'action du Gouvernement depuis le début du quinquennat (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.*). C'est aussi au cœur de l'agenda social que nous partageons avec les partenaires sociaux depuis un an pour répondre à la crise et, au-delà, aux enjeux structurels qui se présentent en matière de travail, d'emploi et de formation.

M. Pierre Cordier. Ça, c'est ce qui est écrit sur la fiche !

Mme Élisabeth Borne, ministre. Vous pourriez vous en réjouir, monsieur Bazin, messieurs les députés, car notre politique de protection de l'emploi pendant la crise sanitaire a fonctionné ! (*Vives protestations sur les bancs du groupe LR.*)

M. Sylvain Maillard. Eh oui !

Mme Élisabeth Borne, ministre. L'impact de la crise sur l'emploi a pu être contenu grâce aux mesures d'urgence, en particulier à l'activité partielle. Fin mai, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A a augmenté de moins de 6 % par rapport à décembre 2019, contre une hausse de 25 % au bout d'un an durant la crise de 2008-2009. La reprise a en outre été très dynamique, les embauches étaient en mai au plus haut depuis quinze ans. On recense ainsi 785 000 déclarations d'embauche au cours du mois de mai. (*M. Pierre Cordier et M. Jean-Marie Sermier protestent.*)

Au-delà des mesures d'urgence, le Premier ministre a dressé ce matin, devant les partenaires sociaux, le bilan de l'agenda social. Ce dernier a permis des avancées importantes, en particulier la réforme de l'assurance chômage entrée en vigueur le 1er juillet. Adossée à un investissement sans précédent dans la formation des demandeurs d'emploi, elle devrait résoudre le paradoxe français d'un chômage de haut niveau coexistant avec des difficultés de recrutement dans de nombreuses entreprises. Notre objectif est bien d'accompagner la relance de l'économie, de rejoindre la trajectoire de baisse du chômage engagée avant la crise et de veiller au développement d'emplois de qualité, comme le préconise le rapport d'Olivier Blanchard et de Jean Tirole, récemment remis au Président de la République.

M. Pierre Cordier. Il n'y a pas besoin d'un rapport pour le savoir !

Mme Élisabeth Borne, ministre. Ainsi, pour le Gouvernement, promouvoir la valeur travail n'est pas un slogan, mais l'objet de notre engagement quotidien. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.*)

M. le président. La parole est à M. Thibault Bazin.

M. Thibault Bazin. À vous entendre, tout va bien. Allez sur le terrain écouter les acteurs économiques ! Vous multipliez les discours, or il faut agir : c'est une question de justice sociale ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe LR.*)

Données clés

Auteur : [M. Thibault Bazin](#)

Circonscription : Meurthe-et-Moselle (4^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4206

Rubrique : Emploi et activité

Ministère interrogé : Travail, emploi et insertion

Ministère attributaire : Travail, emploi et insertion

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [7 juillet 2021](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [7 juillet 2021](#)